

ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE VICTIME DE MENACES

Le 4 mai 2026, Alberto Amaro a reçu sur Facebook un message menaçant ce journaliste et les membres de sa famille de meurtre. Cette dernière menace en date s'inscrit dans une longue liste de manœuvres d'intimidation, de harcèlement et d'actes de violence dont il est victime depuis 2019, faits l'ayant forcé à quitter le pays pendant un an en 2024 en raison de son activité professionnelle. Nous demandons aux autorités de garantir sa sécurité, de mener une enquête approfondie sur les attaques et menaces contre lui et sa famille, et de démontrer par le biais de mesures concrètes que la liberté d'expression et la défense des droits humains seront protégées.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Lorena Cuéllar Cisneros
Gobernadora de Tlaxcala
Plaza de la Constitucion 3, Centro
CP. 9000 Tlaxcala de Xicohténcatl, Tlaxcala, Mexique
Tél. : 2464650900
Courriel : contacto@tlaxcala.gob.mx
X : @LorenaCuellar/ @GobTlaxcala

Madame,

*Je vous écris afin de vous faire part de ma vive préoccupation au sujet de la sécurité du journaliste **Alberto Amaro Jordán**, directeur du média mexicain La Prensa de Tlaxcala.*

J'ai appris avec inquiétude qu'il avait reçu des menaces de mort le 4 mai. Ces menaces, contre sa vie et la sécurité de ses proches, représentent une grave intensification des actes d'intimidation contre un journaliste effectuant son travail et exerçant son droit à la liberté d'expression.

Du fait de sa profession, Alberto Amaro Jordán a été la cible de plusieurs agressions graves dont Amnesty International a précédemment fait état. En raison de craintes pour sa sécurité, il a été forcé à quitter le Mexique et à trouver temporairement refuge en Espagne, de septembre 2024 à septembre 2025.

Alberto Amaro a signalé de nombreuses lacunes dans certaines des mesures de protection qui lui ont été accordées par le Mécanisme fédéral de protection, dans un contexte parmi les plus dangereux au monde pour les journalistes. Les menaces, agressions et manœuvres d'intimidation qui le visent de manière persistante sont inacceptables et ne peuvent rester sans réponse. Le silence, l'inaction ou une protection inadéquate ne font qu'aggraver le climat de peur auquel sont confrontés les journalistes du Mexique.

Je demande donc au gouvernement de l'État de Tlaxcala d'assumer sa responsabilité dans la protection de journalistes, et d'agir avec urgence et détermination dans le cas d'Alberto Amaro Jordán. J'exhorte les autorités à garantir sa sécurité, à enquêter sur les attaques et menaces contre lui et sa famille, et à démontrer, par le biais d'une action concrète, que la liberté de la presse et la défense des droits humains seront protégées dans l'État de Tlaxcala.

Veillez agréer, Madame, l'expression de notre haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Suivant les traces de son père et de son grand-père, qui étaient tous deux journalistes, Alberto Amaro a fondé le média numérique [La Prensa de Tlaxcala](#) en 2018. Mais au bout de quelques mois, il a commencé à recevoir des menaces liées à ses enquêtes sur la politique locale, la criminalité et la corruption.

L'État de Tlaxcala, le plus petit du Mexique, est une plaque tournante majeure de la traite des êtres humains et de l'esclavage sexuel. Cette région abrite de [puissants réseaux criminels dirigés par des dynasties familiales](#) qui se livrent au trafic de filles et de jeunes femmes à travers le Mexique et les États-Unis, entre autres activités illicites.

Alberto Amaro a dit avoir été [agressé](#), [menacé](#) et arrêté par des policiers, mais aussi soumis à des actes d'intimidation par des membres de groupes criminels organisés, depuis 2019. Des personnes l'ont photographié, ainsi que sa femme et ses enfants, ont piraté son site Internet et ont sali sa réputation dans des publications sur Facebook, en l'accusant d'être un criminel. Alors qu'il conduisait, des agresseurs ont tenté de lui bloquer le passage et de le [forcer à quitter la route](#), et un homme armé à moto lui a tiré dessus à plusieurs reprises. Des intrus ont tenté de s'introduire chez lui, [ont ouvert le feu sur sa propriété](#), et ont tué l'un de ses chiens en l'empoisonnant.

Le rapport d'Amnesty International et du Comité pour la protection des journalistes, intitulé « [Nobody Guarantees My Safety](#) », recense les graves failles et lacunes structurelles du Mécanisme fédéral de protection pour les journalistes au Mexique. Le rapport a souligné que plusieurs journalistes ont été attaqués, voire tués alors qu'ils se trouvaient sous la protection de l'État, démontrant que les mesures existantes sont souvent insuffisantes, mal appliquées ou contrôlées de manière incorrecte. Dans ce contexte, les préoccupations d'Alberto Amaro Jordán sur les défaillances du programme censé le protéger doivent être prises au sérieux de toute urgence par les autorités fédérales et de l'État.

Les persécutions visant systématiquement Alberto Amaro ont été recensées, notamment dans le cadre d'une précédente campagne d'Actions urgentes [lancée](#) en 2024, et [close](#) plus tard la même année. Les risques extrêmes qu'il a endurés l'ont au bout du compte forcé à se réfugier en Espagne de septembre 2024 à septembre 2025, dans le cadre du programme de protection d'Amnesty International pour les défenseur·e·s des droits humains.

Des rapports publiés [par Article 19 Mexique et Amérique centrale](#), une organisation spécialisée dans la liberté d'expression et la protection des journalistes, font état de schémas de violence, de surveillance, de harcèlement et d'intimidation contre des membres de la presse, ainsi que du manquement des autorités à leur devoir de fournir une protection efficace. Ces conclusions renforcent les inquiétudes au sujet des faiblesses du Mécanisme de protection fédérale au Mexique.

Depuis le début du 21^e siècle, le Mexique est l'un des pays les plus meurtriers pour les journalistes. Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a enregistré 88 homicides de journalistes et de personnes travaillant dans le secteur des médias au Mexique depuis 2012, et a confirmé que 37 d'entre eux ont été tués en relation avec leur travail. Les États les plus dangereux au cours de cette période ont été ceux de Veracruz (21 homicides), de Guerrero (10), d'Oaxaca (neuf) et de Sonora (sept). Le CPJ fait une distinction entre les meurtres dont il a été confirmé qu'ils étaient directement liés au travail de la victime et les homicides dont le motif n'est pas encore clair.

LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : espagnol Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 21 juillet 2026
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER : Alberto Amaro Jordán (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr51/9208/2025/fr/>